

## Catégorie B : qu'est-ce qui change ?

L'institution introduit sa demande de reconnaissance entre le 1<sup>e</sup> janvier et le 30 juin en vue d'une entrée en vigueur au 1<sup>e</sup> janvier de l'année suivant l'instruction du dossier.

### A. Les conditions

Le dossier de demande de reconnaissance est établi en un exemplaire papier et un exemplaire numérique, renseigne la catégorie de reconnaissance sollicitée, et comprend au moins les éléments suivants (**conditions** de recevabilité des dossiers) :

Jusqu'au 31/12/2019	À partir du 1/01/2020
Le Gouvernement peut reconnaître le musée qui répond aux conditions suivantes	Le musée qui sollicite une reconnaissance doit répondre aux conditions suivantes
Être géré par une personne morale sans but lucratif, de droit public ou de droit privé	Être géré par une personne morale sans but lucratif, de droit public ou de droit privé, établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale
Disposer d'une comptabilité distincte	Disposer d'une comptabilité distincte <b>en partie double</b>
Être installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par bail ou convention écrite d'une durée d'au moins quinze ans. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, déroger à cette condition	Être installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par bail ou convention écrite d'une durée d'au moins quinze ans
Ne pas contenir de biens acquis de manière illicite ou avoir pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes	Ne pas contenir de biens acquis de manière illicite ou avoir pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes
S'engager, une fois reconnu, à offrir l'accès gratuit à tous leurs visiteurs le premier dimanche de chaque mois	Offrir l'accès gratuit à tous les visiteurs le premier dimanche de chaque mois
	Être en équilibre financier A défaut de remplir cette condition, dans le cas d'une demande de renouvellement de reconnaissance, le Musée doit disposer d'un plan d'assainissement approuvé par les services du Gouvernement
	Disposer d'une collection permanente présentant un intérêt scientifique et culturel
	Ne pas faire partie d'un pôle muséal reconnu
	Ne pas être un opérateur d'appui muséal subventionné

### B. La procédure

Jusqu'au 31/12/2019	À partir du 1/01/2020
La demande de reconnaissance qui n'a pas déjà fait l'objet d'un refus du ministre peut être introduite chaque année, au plus tard le 30 juin	L'institution introduit sa demande de reconnaissance entre le 1 <sup>e</sup> janvier et le 30 juin en vue d'une entrée en vigueur au 1 <sup>e</sup> janvier de l'année suivant l'instruction du dossier
La demande est introduite auprès de l'Administration. Le dossier de demande de reconnaissance est établi en quatre exemplaires et comprend au moins les éléments suivants	Le dossier de demande de reconnaissance renseigne la catégorie de reconnaissance sollicitée, et comprend au moins les éléments suivants
Le numéro d'entreprise du demandeur s'il est constitué sous forme d'association sans but lucratif	Une copie des statuts de l'institution, tels que publiés au Moniteur belge
	Une liste actualisée des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale
	Une liste du personnel et les renseignements relatifs à leur régime d'engagement
	Les coordonnées bancaires du demandeur
Les comptes, bilan, rapport d'activités du demandeur se rapportant à l'année précédant la demande dès approbation par son organe habilité pour ce faire	<b>S'il s'agit d'une première demande de reconnaissance</b> : les comptes, bilan, rapport d'activités du demandeur se rapportant à l'année précédant la demande dès approbation par son organe habilité pour ce faire
Le budget et le programme d'activités de l'année en cours	<b>S'il s'agit d'une première demande de reconnaissance</b> : le budget et le programme d'activités de l'année en cours
Une déclaration sur l'honneur de ce que l'institution ne contient pas de biens acquis de manière illicite et qu'elle n'a pas pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes	Une déclaration sur l'honneur de ce que l'institution ne contient pas de biens acquis de manière illicite et qu'elle n'a pas pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes
Une déclaration sur l'honneur de ce que le musée ou l'institution est installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par contrat de bail écrit d'une durée d'au moins quinze ans	Une déclaration sur l'honneur de ce que le musée ou l'institution est installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par contrat de bail écrit d'une durée d'au moins quinze ans
	Un document formel attestant de la propriété de la collection permanente ou de sa mise en dépôt pour une durée d'au moins quinze ans
Un plan quadriennal stratégique et opérationnel d'optimisation des fonctions muséales, tel que décrit à l'article 9 du décret	Un plan <b>quinquennal</b> stratégique et opérationnel relatif à la mise en œuvre des fonctions muséales
Les publications relatives au musée ou l'institution muséale et réalisées par le demandeur durant l'année précédant la demande	Les publications relatives au musée réalisées par le demandeur durant l'année précédant la demande
	Un plan financier afférent au plan quinquennal

## C. Les critères

Pour être classés dans la catégorie B, les musées doivent rencontrer **les critères** suivants :

	Jusqu'au 31/12/2019	À partir du 1/01/2020
<b>Équilibre des fonctions muséales</b>	Présenter un équilibre des fonctions muséales établi selon l'examen des critères muséaux au sein du plan quadriennal	Présenter un équilibre des fonctions muséales au sein du <b>plan quinquennal</b>
<b>Gestion des collections</b>	Présenter une politique de gestion des collections comprenant : - les objectifs scientifiques et culturels, - le mode de collecte des pièces - la proportion de la collection appartenant au musée, aux différents pouvoirs publics, et aux autres déposants éventuels - la procédure de contrôle de l'état de conservation des pièces lors de leur mouvement	Présenter une politique de gestion des collections en accord avec le plan scientifique et culturel et comprenant : - le développement de la cohérence de la collection - le mode de collecte des pièces - la proportion de la collection appartenant au musée, aux différents pouvoirs publics et autres déposants éventuels - la procédure de contrôle de l'état de conservation des pièces lors de leurs mouvements
	Posséder des pièces majeures en ce qu'elles répondent à au moins deux critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française	Posséder ou détenir des pièces majeures en ce qu'elles répondent à au moins deux critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11/07/2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la communauté française
	Avoir réalisé l'inventaire informatisé des collections et avoir déterminé une priorité d'inventorisation des pièces	Avoir entamé l'inventaire informatisé d'au moins 60% des collections en fonction des spécificités de ces dernières et avoir déterminé une priorité d'inventorisation des pièces
	Participer autant que faire se peut à la mise en réseau des inventaires informatisés	Participer à la mise en réseau externe des inventaires informatisés
		Disposer et mettre en œuvre une politique d'intégration des nouvelles technologies au sein de son institution en veillant à leur intégration au moins dans la scénographie de l'exposition permanente, le programme pédagogique et les moyens de communication du musée Mener à bien au moins une campagne de numérisation durant le quinquennat dans le cadre et avec l'aide du plan PEP'S
<b>Recherche</b>	Mener un programme de recherche et d'étude quadriennal, ouvert aux chercheurs extérieurs, comprenant la participation à des pôles de recherche nationaux ou internationaux en lien avec des universités et instituts de recherche	Mener un programme de recherche documentaire <b>quinquennal</b> , ouvert aux chercheurs extérieurs
	Disposer d'un centre de documentation, accessible au public au minimum trois jours par semaine	Disposer d'un centre de documentation, accessible au public au minimum trois jours par semaine

<b>Publications</b>	Produire une publication par an sous format papier ou numérique comprenant au moins des articles de mise en valeur des collections ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires du musée	Produire au moins une publication par an sous format papier ou numérique comprenant au moins des articles de mise en valeur des collections, ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires du musée
<b>Gestion des risques</b>	Utiliser un guide de la gestion des risques (sécurité, préservation, conservation, détection contre le vol, incendie, vandalisme, etc.) et le relevé des procédures adaptées à la nature des collections devant être mises en œuvre par le personnel concerné	Présenter un manuel de gestion des risques et le relevé des procédures adaptées à la nature des collections devant être mises en œuvre par le personnel concerné
<b>Locaux</b>	Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil du public, ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail	Disposer de locaux distincts et appropriés affectés spécifiquement pour les activités techniques, gestion des collections, éducatives, d'accueil du public répondant aux normes d'accessibilités, ainsi que des espaces et locaux prévus par les réglementations du travail
	Disposer les collections dans des locaux d'exposition ou de conservation répondant aux normes définies par le Conseil international des Musées (ICOM) et dispenser les accréditations d'accès aux réserves	Disposer de locaux d'exposition et de réserves répondant aux normes définies par le Conseil international des Musées (ICOM) et dispenser des accréditations d'accès aux réserves
<b>Réseaux et partenariats</b>	Contribuer à la mise en réseau d'actions et échanges au sein des musées ainsi qu'aux coopérations avec des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique	Contribuer à des partenariats avec des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique
<b>Publics</b>	Organiser des activités culturelles et/ou pédagogiques adaptées à l'ensemble des publics, particulièrement aux publics socialement et culturellement diversifiés	Organiser des activités de médiation adaptées à l'ensemble des publics, notamment aux publics socialement et culturellement diversifiés
<b>Programme pédagogique</b>	Établir une structure chargée de la réalisation du programme pédagogique	Établir une structure chargée de la réalisation du programme pédagogique
<b>Communication</b>	Disposer d'une politique de communication au moins bilingue orientée vers les publics socialement et culturellement diversifiés et utiliser de façon optimale divers moyens d'information	Disposer d'une politique de communication et de promotion touristique, au moins bilingue et d'ampleur nationale, orientée vers tous les publics et utiliser de façon optimale divers moyens d'information
		Si l'institution dispose de pièces de la collection de la Communauté française en dépôt : veiller à développer une communication et une médiation spécifique sous la supervision des services du Gouvernement
<b>Expositions</b>		Disposer d'une exposition permanente ou de référence valorisant les collections et en assurant la médiation
	Établir une politique d'exposition comprenant la création ou l'accueil de	Organiser au moins deux expositions temporaires durant le <b>quinquennat</b> en

	deux expositions pendant la période quadriennale, ainsi que la production sous format papier ou numérique de la documentation y afférente	veillant à intégrer, dans la mesure du possible, au moins dans l'une des deux, une ou plusieurs pièces de la collection de la Communauté française dont le prêt aura été sollicité auprès des services du Gouvernement conformément à la procédure définie par ces derniers
<b>Personnel</b>	L'organigramme du personnel doit détailler pour chaque membre : statut, missions, qualifications, formations complémentaires, formations suivies depuis l'entrée en vigueur du décret ainsi que la politique de formation définie par l'institution	L'organigramme du personnel et des volontaires doit détailler pour chaque personne : statut, missions, qualifications, formations complémentaires, formations suivies durant le quinquennat ainsi que la politique de formation définie par l'institution
	Disposer d'un personnel comprenant notamment un directeur ou un conservateur engagé à temps plein, et un responsable du service éducatif diplômés de l'enseignement supérieur. Lorsque le directeur ou le conservateur est la personne qui a mené la politique de collecte documentée ayant débouché sur la création du musée, l'obligation relative au diplôme peut être levée par le Ministre	Disposer d'un personnel comprenant notamment un directeur ou un conservateur, titulaire d'une licence ou d'un master, engagé à temps plein, et d'un responsable du service éducatif diplômé de l'enseignement supérieur, ou dont les compétences en gestion muséale sont démontrées par la valorisation des acquis et de l'expérience. Lorsque le directeur ou le conservateur est la personne qui a mené à la politique de collecte documentée ayant débouché sur la création du musée, l'obligation relative au diplôme peut être levée par le Ministre
<b>Accessibilité</b>	Être accessible au public 300 jours par an suivant l'article 8, alinéa 1er, 5°, du décret. Une dérogation peut être accordée en cas de nécessité pour assurer le maintien ou l'optimisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure.	<b>Être accessible au public 250 jours par an et totaliser 1750 heures par an.</b> Une dérogation peut être accordée pour une période déterminée en vue d'assurer le maintien ou l'optimisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure
		Mettre en œuvre une politique tarifaire adaptée au public scolaire et aux publics socialement et culturellement diversifiés par la mise en œuvre des tickets "Article 27".
<b>Financement</b>	70.000 à 249.999 euros	Subvention de 85.000 à 349.999 euros